

IDEES

Suite de la page 20 de femme qui sert un homme, qui n'a pas de vie à elle. Elle est secrète, on sait peu de choses d'elle, de son caractère. «Ma sœur sauvage», disait d'elle Gille, sa cadette, titre d'un livre de photos qu'elle lui consacre en 2008 quelques années après sa mort. Monique née en 1935 à Danneberg en Alsace. Gille en 1938 à Manspach, vit à la campagne, promenade à vélo, balançoires, le chien Flocky, la guerre aussi, les bombardements la nuit.

En 1968, écrivaine connue, couronnée du Médicis, elle participe à l'occupation de la Sorbonne, traduit aussi cette année-là *l'Homme unidimensionnel* de Herbert Marcuse, hit mondial de la critique de la société de consommation. Entre théories marxistes et féministes, elle va cofonder le MLF avec Antoinette Fouque, Josiane Chanel et Suzanne Fen, rejointe par Christine Delphy notamment. Son rôle est prédominant dans le mouvement des femmes. C'est elle qui rédige le texte fondateur de l'organisation, «Combat pour la libération de la femme», paru en mai 1970 dans le journal *l'Idiot international*.

ABOLITION DES DIFFÉRENCES DE SEXE

Elle participera à la première manifestation publique du MLF le 26 août 1970 qui tente de déposer une gerbe en l'honneur de la femme du soldat, encore plus inconnue que lui. Sous l'Arc de triomphe, on la voit avec sa bannière «Un homme sur deux est une femme», critique de l'universel masculin. En avril 1971, elle signera le Manifeste des 343 pour le droit à l'avortement. Pour Monique Wittig, féministe matérialiste, la lutte des classes se double de la lutte des sexes mais elle va encore plus loin. Elle veut que les lesbiennes soient reconnues au sein du mouvement – elle sera de la création des Gouines rouges en 1971 – et théorise la fin de la «catégorie femme». Ce sera le clash avec le MLF. A cette époque, le mouvement féministe est, majoritairement, de facture différentialiste, organisé autour du «sujet femme». L'hétérosexualité reste un indélébile. «Pour Wittig, la domination patriarcale est inséparable de la contrainte à l'hétérosexualité, analyse Ilana Eloit. En articulant patriarcat et hétérosexualité, elle crée une rupture importante au sein des théories féministes.»

Refusant de faire de la catégorie femme le point d'entrée du féminisme, elle ouvre, théoriquement et avec de l'avance, le mouvement à d'autres sexualités et à d'autres identités de genre. Elle ne sera pas suivie, le conflit violent provoquera son départ aux États-Unis en 1976. Longtemps méconnu du public, son rôle au sein du féminisme français sera réhabilité, notamment par la thèse d'Ilana Eloit publiée en 2018. L'écrivaine-théoricienne dira plus tard, en 1999, dans un entretien donné à *Libération* : «J'ai connu la guillotine, la tête coupée. C'était horrible.»

De l'autre côté de l'Atlantique, ses idées, rejetées en France, rencontrent au tournant des années 90 les théories queer. Développée ici en France, puis reconnue là-bas aux États-Unis, avant de revenir ici mythifiée, sa pensée est typique de ce va-et-vient intellectuel entre



Monique Wittig se faisait appeler «Théo» par ses copines du MLF. Ici, à Paris, en 1985. PHOTO COLETTE GEOFFREY

les deux pays, telle la French Theory (4). C'est Judith Butler, papesse des études de genre, qui la relance en la citant dans son œuvre phare *Trouble dans le genre*, publiée en 1993 et traduite en France seulement en 2006. «Elle est une référence très importante chez Butler parce qu'elle pense justement l'articulation en-

Pour Monique Wittig, féministe matérialiste, la lutte des classes se double de la lutte des sexes mais elle va encore plus loin. Elle veut que les lesbiennes soient reconnues au sein du MLF et théorise la fin de la «catégorie femme».

tre le binarisme de genre et la sexualité, geste théorique au cœur des théories queer, analyse Ilana Eloit. C'est dans cette continuité-là que Butler va penser l'articulation entre ce qu'elle appelle la matrice hétérosexuelle et la domination de genre. Judith Butler la critique aussi. Féministe matérialiste, Wittig théorise l'abolition des différences de sexe et des rôles de genre que la philosophe juge utopique. Pour cette dernière, on ne peut pas échapper à la structure du pouvoir, on peut en revanche subvertir les normes de genre en multipliant les identités et les rôles. Aux États-Unis, Monique Wittig vivra aussi son grand amour, Sande Zeig sera sa compagne jusqu'au dernier jour de sa vie.

Vingt ans plus tard, jamais elle n'a été aussi inspirante. Un double colloque est organisé en mars à l'université Berkeley et en juin à celle de Genève. De nombreuses thèses sont en cours, l'analyse de son travail est loin d'être terminée – ses archives sont conservées à Yale University, aux États-Unis. Figure majeure du féminisme français, théoricienne précurseuse de la pensée queer, écrivain d'avant-garde qui théorise l'action du langage sur le réel, elle irrigue les domaines de la création jusqu'à l'art contemporain (Tarek Lakhdar, Jennifer Cas-

bet, Théo Mercier). Pour la célébrer durant toute l'année, un hashtag #Wittig2023 est prêt, comme si elle était enfin de son temps. «Elle allie une pratique moderniste, avec l'assurance que le travail des formes transforme la réalité, et une conscience matérialiste, celle de l'oppression et de la domination», analyse Théo Martin. Un double alliage pour réarmer la pensée en 2023? ➔

(1) L'association des Amis·es de Monique Wittig, créée en 2014, se rassemble mardi au Père-Lachaise, à Paris, pour un hommage. Sur le site des études wittigiennes, l'ensemble des événements qui auront lieu en 2023.

(2) La Pensée straight de Monique Wittig, traduction de Sam Bourcier parue en 2001 chez Balland «Je Rayon», première collection littéraire française LGBT, créée par l'écrivain Guillaume Dustan. En 2001, Susette Robichon et Sam Bourcier organisent un colloque autour de sa pensée.

(3) «L'Analogie» «sexisme/racisme» : une lecture de Wittig. Comment s'en sortir ? (numéro 4, printemps 2017).

(4) Dénomination donnée aux États-Unis pour désigner les penseurs français de l'après-structuralisme, de Derrida à Foucault.

«Le gouvernement assume de réduire sans limite les droits des chômeurs»

En durcissant les règles de l'assurance chômage, l'exécutif cherche à atteindre un hypothétique «plein-emploi» en suscitant des retours en activité dont l'essentiel des postes seront précaires, analyse la sociologue Claire Vivès.

La réforme de l'assurance chômage, qui entrera en vigueur le 1^{er} février 2023 et dont un récent projet de décret prévoit une réduction de 40% de la durée d'indemnisation en cas de «plein-emploi», s'inscrit dans une série «d'attaques ininterrompues» depuis le premier quinquennat d'Emmanuel Macron, décrypte Claire Vivès, sociologue au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) et membre du Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET). Si l'y a urgence à réformer l'assurance chômage, selon la chercheuse, c'est pour renouer avec sa fonction initiale, soit assurer un revenu décent aux chômeurs en leur permettant de retrouver un emploi qui corresponde à leurs qualifications.

Comment interprétez-vous le projet de décret du gouvernement relatif à la réforme de l'assurance chômage qui prévoit une réduction de la durée d'indemnisation?

Pour rappel, la principale mesure de cette réforme consiste à modifier la durée d'indemnisation en cas de plein-emploi. Auparavant, un jour cotisé donnait droit à un jour indemnisé à partir de 6 mois travaillés, et dans la limite de 24 mois, avec une durée allongée pour les travailleurs seniors. La réforme prévoit d'appliquer un coefficient réducteur de 0,75. Autrement dit, de réduire la durée d'indemnisation d'un quart. Si vous avez travaillé 18 mois dans la période qui précède votre inscription, vous n'avez plus droit à 18 mois d'indemnisation mais à 13,5.

Avec une exception : les allocataires qui ont travaillé 6 mois auront droit à 6 mois d'indemnisation minimum. Si on se place du strict point de vue de l'assurance chômage, cette réforme a deux objectifs : faire des économies en réduisant les dépenses d'indemnisation d'environ 2 milliards par an et accélérer le retour à l'emploi en poussant les allocataires à prendre des postes qu'ils n'auraient pas acceptés.

Quelle population pourrait être la plus touchée par ce projet?

Une réduction aussi importante de la durée d'indemnisation qui s'applique à tous est inédite. Les droits des salariés qui travaillent sur des emplois discontinus ont été réduits massivement avec la réforme précédente. Ces salariés vont à nouveau subir une baisse de leurs droits. Mais cette réforme s'attaque également aux droits des salariés stables qui avaient été, jusqu'à présent, majoritairement épargnés, à l'exception des allocataires dont l'allocation journalière était supérieure à 85 euros qui sont soumis à la dégressivité par la réforme de 2019-2021.

Ce type de mécanisme est-il efficace pour lutter contre le chômage, selon vous?

Cette réduction de la durée aura probablement pour effet de décourager les entrées en formation. Et la mesure de complément de fin de formation prévue dans le décret ne suffira pas à contrebalancer cet effet. Pousser les allocataires à dégrader leurs exigences en matière d'emploi repris n'aura pas nécessairement un effet positif sur le chômage.

D'abord, parce que les plus proches de l'emploi vont prendre des emplois auxquels auraient pu accéder des demandeurs d'emploi moins qualifiés ou au chômage depuis plus longtemps. Ensuite, ces allocataires resteront moins longtemps en moyenne sur ces emplois... poussant les employeurs à recruter à nouveau. Cette pression mise sur les allocataires, mineurs parmi les demandeurs d'emploi, va finalement se reporter sur l'ensemble des salariés : en ac-

ceptant des emplois où les conditions de travail sont mauvaises ou mal rémunérées, ils affaibliront les luttes des salariés en poste.

Que révèle cette baisse des droits des chômeurs de la vision du gouvernement?

Avec un mépris total des organisations syndicales qui s'opposent unanimement à cette réforme, cette baisse intervient à peine un an après une réforme qui est en train de réduire massivement le nombre de chômeurs indemnisés et le montant de l'indemnisation. Les chômeurs sont une population dont le gouver-

nement assume de réduire les droits sans limite et à n'importe quel prix. Le ministre du Travail a déjà annoncé 100 000 à 150 000 retours à l'emploi supplémentaires sur l'année 2023 grâce à la réforme qui entrera en vigueur au 1^{er} février.

Evidemment, il ne s'agit pas de 150 000 CDI à temps plein avec de bonnes conditions de travail. L'essentiel se fait sur de l'emploi précaire. Ce qu'assume le gouvernement, c'est de réduire les droits de 3,5 millions d'allocataires pour un tel résultat. En espérant atteindre le plein-emploi de cette façon, le gouvernement montre qu'il n'a aucune préoccupation pour l'objet de ces emplois, les conditions de travail et de rémunération.

Est-ce le signe d'une régression de l'Etat social, selon vous?

Oui, mais ce n'est pas la première. Historiquement, l'assurance chômage financée par des cotisations avait pour fonction d'assurer un revenu décent pendant les périodes de chômage pour permettre aux salariés de retrouver un autre emploi qui corresponde à leurs qualifications et à leurs aspirations. Ceci aussi pour ne pas exercer de pression à la baisse sur les rémunérations et les conditions de travail des salariés en poste.

Depuis les débuts du premier quinquennat d'Emmanuel Macron, l'assurance chômage a fait l'objet

d'attaques ininterrompues au point d'être devenue une institution vide de sens ou presque. Depuis 2017, par des lois ou par des décrets, les organisations syndicales et patronales ont perdu leurs prérogatives de négociations, la part salariale de la cotisation a été supprimée, le salaire journalier de référence qui était le pivot de système a été complètement redéfini, achevant la disparition du caractère assurantiel de l'assurance chômage, qui avait déjà été mis à mal auparavant.

Le système d'assurance chômage a-t-il besoin d'être réformé?

Aujourd'hui, près d'un demandeur d'emploi sur deux n'a aucun droit à l'assurance chômage, 40% des allocataires ont une allocation journalière inférieure à 30 euros. Près de 40% des chômeurs vivent sous le seuil de pauvreté. La réforme de 2019-2021 a entraîné une augmentation du nombre d'allocataires dont l'indemnité est tellement faible qu'ils sont également éligibles au RSA. Ces quelques chiffres disent l'urgence d'une réforme de l'assurance chômage. Il faut renouer avec sa fonction initiale : en faire un droit à un revenu fondé sur l'ancien salaire et accessible à tous les salariés qui subissent le chômage parce que rappelons-le, le chômage n'est pas le choix du salarié.

Recueilli par SIMON BLIN

SIGNE COCO

